

# Fermeture définitive de la centrale à charbon du Havre

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 3 heures,  
Mis à jour il y a 3 heures



La production d'électricité de la centrale a cessé depuis le 10 mars. *Crédit : AFP*

Environ deux-cents personnes se sont rassemblées mercredi devant la centrale à charbon du Havre pour protester contre sa fermeture définitive le jour même dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, a constaté une correspondante de l'AFP.

«*300 emplois supprimés, merci qui ?*» «*Ils nous ont pris nos métiers, mais pas notre fierté !*», pouvait-on lire sur des tracts. Selon EDF, 170 agents EDF et 72 salariés de sous-traitants permanents sont concernés. La CGT parle de son côté de 300 personnes concernées dont 90 salariés de sous-traitants permanents et des agents portuaires. «*Cinquante agents ne savent absolument pas où ils seront en septembre*», a déploré Frédéric Guérin, secrétaire CGT du CE du site.

Lancée en 1968, la centrale a employé jusqu'à 560 personnes, selon M. Guérin. Les députés PCF Jean-Paul Lecoq et Sébastien Jumel ainsi que le secrétaire de la fédération énergie de la CGT avaient fait le déplacement.

## Les 4 dernières centrales à charbon en France

La production d'électricité de la centrale a cessé depuis le 10 mars à la suite de l'épuisement du stock de charbon mais ce n'est que mercredi que la centrale a été définitivement déconnectée du réseau de distribution électrique, selon M. Guérin.

Les *«clés de la centrale doivent être remises à ceux qui vont la démanteler à l'été 2022»* après notamment *«six mois de mise en sécurité»* du site, selon M. Guérin. Selon EDF *«le chantier de déconstruction des installations devrait nécessiter une dizaine d'années»*.

La fermeture des quatre dernières centrales à charbon françaises avaient été annoncée sous la présidence de François Hollande pour *«l'horizon 2023»* avant que l'échéance ne soit fixée à 2022 sous la présidence d'Emmanuel Macron.

La centrale de Saint-Avold (Moselle) doit cesser son activité en mars 2022. Celle de Gardanne (Bouches-du-Rhône), marquée par un conflit social, est à l'arrêt depuis deux ans. Ces deux dernières centrales appartiennent au groupe GazelEnergie.

Quant à Cordemais (Loire-Atlantique), propriété d'EDF, RTE, gestionnaire du réseau haute tension français, a suggéré le 24 mars son maintien en disponibilité ou la conversion à la biomasse pendant quelques années, tandis que le ministère de la Transition écologique indiquait *«souhaiter que, si Cordemais devait perdurer de manière marginale, ce soit avec de la biomasse»*.

Selon RTE *«la sécurité d'approvisionnement»* de la France en électricité *«reste sous vigilance»* pour les trois prochains hivers, étant donné la faible disponibilité du parc nucléaire liée à des maintenances prolongées et au retard du chantier de l'EPR à Flamanville (Manche).